

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 22/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

Contexte et constats

Publié sur 

HOLCIM HAUT RHIN (carrière)

1 Route de Thann
68130 Altkirch

Références : 0006700195_2024_06_03_Holcim_EspProt
Code AIOT : 0006700195

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement HOLCIM HAUT RHIN (carrière) implanté STEINGRUBE 68130 Altkirch. L'inspection a été annoncée le 06/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé à la suite de la mise en demeure du 24 août 2023.

Il a été réalisé conjointement avec le service Eau Biodiversité et Paysage de la DREAL et n'a porté que sur les aspects relatifs aux espèces protégées et au suivi écologique.

Le contrôle s'est notamment appuyé sur les rapports de suivi écologique remis par l'exploitant pour l'année 2023 (BUFO pour les amphibiens, ONF pour le suivi général).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT RHIN (carrière)
- STEINGRUBE 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HOLCIM Haut-Rhin exploite une carrière de calcaire et de marnes à Altkirch. Les calcaires sont abattus à l'explosif, alors que les marnes sont extraites à la pelle mécanique.

Les matériaux extraits sont destinés à la cimenterie, qui est alimentée par bandes transporteuses.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Espèces exotiques envahissantes	AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
2	Gestion des phragmitaies	AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 6	Demande d'action corrective, levée de mise en demeure	8 mois
4	Développement d'une zone de Haut-fonds	AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 7	Demande d'action corrective, Amende	9 mois
5	Mise en œuvre des actions correctives	AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 8	Demande d'action corrective	6 mois
6	Gestion des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 9	Demande d'action corrective	6 mois
7	Maintien de secteurs dédiés au Petit gravelot	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Mise en œuvre d'un suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures d'accompagnement pour le Petit gravelot	AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 5	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence des non-conformités, notamment pour ce qui concerne :

- le suivi du développement des zones de haut-fond (l'exploitant n'a pas déféré à la mise en demeure) ;
- le suivi de l'évolution de la composition des milieux prairiaux face au Solidage (il s'agit d'une nouvelle non-conformité).

Pour les autres points contrôlés, les actions engagées pour remédier à la mise en demeure nécessitent d'être complétées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Espèces exotiques envahissantes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 4
Thème(s) : Autre, Espèces exotiques envahissantes
Prescription contrôlée : Dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé : <i>« Mener un constat régulier quant à la présence d'espèces invasives. Éliminer les espèces invasives : interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires (pesticides ou d'engrais chimiques), arrachage manuel ou mécanique à mettre en œuvre »</i>
Constats : Pour mémoire, lors du contrôle réalisé le 16 mai 2023, il a été constaté que des espèces exotiques envahissantes sont signalées depuis 2021 dans le rapport de suivi écologique (Renouée du Japon, Berberis aquifolium), sans qu'elles aient fait l'objet d'un traitement adapté. Il ressort du rapport de suivi écologique 2023 que : <ul style="list-style-type: none">• L'Aulne de Corse a fait l'objet d'un dessouchage en mars 2024 ;• Berberis aquifolium n'a pas été retrouvé en 2023 ;• pour la Renouée du Japon, le rapport propose la réalisation d'une fauche électrique en 2024 avant montée en graine avec possibilité de bâchage. Il ne mentionne pas la réalisation d'un traitement en 2023 ;• pour le Solidage, des fauches manuelles et mécaniques ont été réalisées selon les secteurs. De plus, le rapport de suivi écologique indique que les travaux peuvent être réalisés en saison de végétation, mais que pour limiter le dérangement, une intervention en automne serait à privilégier. A cet égard, l'Inspection rappelle qu'une intervention en automne ne paraît pas adaptée, notamment au regard des préconisations présentées dans les divers guides de gestion des espèces exotiques envahissantes (guide de l'UNPG, guide de l'UICN), qui préconisent des fauches avant la floraison (une à deux fauches par an). Par ailleurs, l'Inspection observe que toutes les espèces exotiques envahissantes identifiées dans l'inventaire floristique réalisé en 2021 ne sont pas mentionnées dans le rapport de suivi de l'organisme pour l'année 2023 (Robinier faux-acacia, Vergerette, Peuplier du Canada, Cotonéaster, ...). Il ressort des échanges intervenus au cours du contrôle, les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• Pour la Renouée du Japon, au cours du contrôle, il a été indiqué qu'une fauche a été réalisée en 2023, sans que cela puisse être justifié. À ce stade, le développement de l'espèce est encore limité et est cantonné à deux secteurs situés à proximité du convoyeur. Au cours du contrôle, il a été indiqué qu'un traitement à base d'impulsions électriques serait réalisée au cours de l'été 2024 ;• Pour le Solidage, il est indiqué qu'une fauche est réalisée par an, avant l'ouverture de la hampe florale. Il est indiqué que les merlons de terre végétale, également colonisés par l'espèce ne sont pas traités. L'organisme de suivi ne recommande pas leur traitement à ce stade. Il a été constaté lors de la visite terrain, l'efficacité des mesures dans certains secteurs traités depuis plusieurs années avec une baisse significative de la proportion de Solidage. Dans d'autres secteurs, le Solidage est encore largement dominant.

En outre, l'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur la sensibilité des zones traitées vis-à-vis du Cuivré des marais. À cet égard, l'exploitant a indiqué que la hauteur de fauche permet de préserver la plante hôte de cette espèce.

Il est ressorti des échanges intervenus au cours du contrôle qu'une gestion différenciée pourrait être envisagée en fonction de la proportion de Solidage présente, notamment dans les secteurs à Cuivré des marais.

- Pour les autres espèces, au cours du contrôle, il a notamment été indiqué, pour le Robinier faux-acacia, que l'espèce étant bien développée, son éradication semblait compromise. Il a toutefois été précisé que des mesures pourraient être envisagées afin de limiter son expansion, comme l'arrachage des jeunes plants. Ces préconisations ne figurent pas dans le bilan écologique à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des interventions déjà réalisées, il n'est pas proposé de sanctions administratives à ce stade.

1. Il appartient toutefois à l'exploitant de justifier, dans un délai d'un mois, de la mise en œuvre d'actions relatives au traitement de la Renouée du Japon.

2. Il est rappelé que si les traitements proposés et les suivis réalisés sont à adapter en fonction des espèces et de leur implantation, l'ensemble des espèces exotiques envahissantes sont à prendre en compte dans le suivi, (y compris celles identifiées au cours de l'inventaire floristique de 2021, notamment le Robinier faux-acacia, la Vergerette, le Peuplier du Canada, le Cotonéaster, ...). Pour le Robinier faux-acacia, il convient par exemple que l'exploitant prenne des dispositions afin de maîtriser son expansion.

L'exploitant informera l'Inspection des actions mises en œuvre dans un délai d'un mois et il s'assurera que les espèces sont bien prises en compte dans la synthèse du suivi 2024.

Il ne pourra être considéré que l'exploitant a remédié à la mise en demeure qu'à réception de ces éléments.

Par ailleurs, de manière générale, il appartient à l'exploitant de conserver des justificatifs relatifs aux opérations réalisées (ex : fauchage de la Renouée du Japon en 2023).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Gestion des phragmitaies

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 6

Thème(s) : Autre, Gestion des phragmitaies

Prescription contrôlée :

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :

« [...] 3- Réaliser le suivi du développement des roselières : suivi annuel »

Constats :

Pour mémoire, lors du contrôle du 16 mai 2023, il a été relevé que le rapport de suivi écologique ne présentait pas d'élément d'appréciation relatif au développement des roselières.

Le rapport de suivi écologique 2023 indique qu'un état initial a été réalisé en 2023 et que

<p>l'ensemble des roselières est dans un bon état sanitaire. En outre, le rapport indique que de nouvelles roselières ont été recensées (mare au nord-ouest de l'étang nord) et propose de les intégrer au suivi.</p> <p>L'exploitant a déféré à la mise en demeure.</p> <p>L'Inspection souligne toutefois que le suivi gagnerait à préciser des indicateurs qualitatifs et quantitatifs (ex : surface).</p> <p>Enfin, le rapport du suivi 2023 précise qu'une roselière se trouve dans la zone d'exploitation à proximité de l'étang sud-est et recommande de s'assurer qu'elle est bien balisée pour prévenir les dégradations. Il a été constaté qu'elle fait l'objet de mesures d'évitement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de faire compléter l'appréciation du suivi avec des indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour le prochain bilan.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure</p>
<p>Proposition de délai : 8 mois</p>

N° 3 : Mesures d'accompagnement pour le Petit gravelot

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesures d'accompagnement pour le Petit gravelot</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :</p> <p>« <i>Suivi et Aménagements spécifiques favorables au Petit Gravelot :</i> [...]; <i>vérification à la période de reproduction sur tout le site, et notamment dans le secteur sud-est du site, de l'absence d'œuf, et en cas de découverte balisage du secteur selon les recommandations de l'organisme chargé du suivi avec interdiction de circulation sur ce secteur, informations quant au suivi (dates), constats et mesures prises à porter sur rapport »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, en 2023 il a été constaté sur la base du suivi écologique 2022 que la vérification de l'absence d'œuf de Petit Gravelot n'était pas réalisée en période de nidification.</p> <p>Le rapport de suivi écologique 2023 indique que l'espèce a été observée une fois le 11 mai 2023 au nord du plan d'eau nord, sans qu'une zone de nidification n'ait été repérée. Au cours du contrôle, il a été indiqué par l'organisme en charge des suivis que les vérifications n'ont été réalisées que dans ce secteur de la carrière (à proximité de l'étang nord). Or, la vérification est à réaliser dans toutes les zones pertinentes de la carrière, y compris dans la partie est. En l'état, les dispositions mises en œuvre étaient insuffisantes pour remédier à la mise en demeure, le suivi n'étant pas assuré sur tout le site.</p> <p>Au cours de la visite, il a été constaté la présence de deux individus en vol au niveau de la plateforme située en contre-haut de la roselière voisine de l'étang sud-est (zone décapée au</p>

sud-est du concasseur).

En outre, le rapport de suivi Bufo mentionne également la présence du Petit gravelot, sans préciser sa localisation et, au cours du contrôle, il a été indiqué que, dans le cadre des inventaires réalisés pour le futur dossier d'autorisation de la carrière, le Petit gravelot a été régulièrement observé sur le site (sans que les zones d'observation puissent être précisées).

Au regard de ces éléments, la présence du Petit gravelot sur le site est considérée comme régulière.

L'exploitant a justifié de la mise en œuvre d'une vérification sur l'intégralité de la carrière depuis le 19 juin 2024 par le prestataire par courriel du 28 juin 2024 (en complément des observations réalisées au cours du contrôle).

Dans ces conditions, il est considéré que l'exploitant s'est mis en conformité avec la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Développement d'une zone de Haut-fonds

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 7

Thème(s) : Autre, Développement d'une zone de Haut-fonds

Prescription contrôlée :

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :

« *Au cours de l'exploitation, surveiller :*

- *régulièrement l'état de développement de la zone de hauts fonds pour éviter une colonisation par des espèces invasives ; en cas de nécessité procéder à une élimination naturelle de ces espèces invasives,*
- *annuellement :*
 - *l'état d'évolution de la géométrie de la zone de hauts fonds,*
 - *le développement de la végétation attendue et notamment :*
 - *le secteur à végétation aquatique flottante et immergée (aquatique enracinée ou non, immergée ou semi-immersée) ;*
 - *le secteur à végétation hélophytique émergente (inondée en permanence)*
 - *le secteur à végétation rivulaire mixte (inondée périodiquement) : favoriser la végétation spontanée est suffisante.*

Afin d'accueillir la faune plus rapidement, et au vu des conclusions du suivi écologique annuel, le développement de la végétation doit être favorisé en introduisant quelques espèces (en faible quantité), en respectant leurs affinités écologiques et l'étagement en fonction de la profondeur d'eau. Les espèces semées ou plantées doivent être des espèces indigènes à la zone d'étude, présentes sur les secteurs alentours et non remarquables afin d'éviter toute pollution biologique et génétique des populations sauvages »

Constats :

Pour mémoire, au cours du contrôle réalisé le 16 mai 2023, il a été constaté qu'aucun suivi de la zone de hauts-fonds dans le plan d'eau nord (surveillance annuelle de l'évolution de la géométrie et du développement de la végétation) n'était réalisé.

Le rapport de suivi 2023 indique qu'un état initial de la géométrie a été réalisé (surface de 8162 m²).

Toutefois, il a été constaté que le rapport de suivi écologique 2023 ne comporte :

- pas d'information sur l'évolution de la géométrie de la zone de haut-fonds

<p>(profondeur, pentes, ...). Il ne présente aucun élément relatif à la profondeur, aux cotes et aux pentes de la zone de haut-fond. En l'état, aucun élément objectif ne permet de justifier la surface retenue. Les éléments présentés sont insuffisants ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • pas d'information sur la présence ou l'absence d'espèces invasives ; • aucun élément d'appréciation sur l'évolution de la végétation par rapport aux attendus pour les trois zones identifiées dans la prescription (secteur à végétation aquatique flottante et immergée, secteur à végétation hélophytique émergente, secteur à végétation rivulaire). <p>En l'état, l'Inspection considère que le suivi réalisé ne correspond pas aux attendus pour les motifs précisés ci-dessus. Les premiers et troisièmes points ont déjà été explicitement mentionnés dans le rapport du 03 juillet 2023 (constat n°10). L'exploitant n'a pas déféré à la mise en demeure.</p> <p>Par ailleurs, le rapport de suivi 2023 préconise la mise en place d'un suivi de l'évolution de la flore sur cette zone à raison d'un passage tous les cinq ans et propose un prochain passage en 2026.</p> <p>L'Inspection ne se prononce pas sur cette proposition. Toutefois, le suivi annuel doit a minima apporter des éléments permettant de répondre à la prescription précitée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de faire réaliser un suivi conformément à la prescription précitée, en intégrant notamment les remarques précisées dans le constat.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Amende</p>
<p>Proposition de délai : 9 mois</p>

N° 5 : Mise en œuvre des actions correctives

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 8</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mise en œuvre des actions correctives (amphibiens)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :</p> <p><i>« les rapports de suivi écologique (habitat, faune, flore) doivent permettre d'appréhender l'organisation de la mise en œuvre des mesures de réduction d'impact, à moyen terme, afin de les réadapter si nécessaire sur la base des recommandations de l'écologue spécialisé, pour notamment garantir l'adaptation des espèces à leurs nouveaux emplacements, dans un souci de répondre aux objectifs de réduction d'impact</i></p> <p><i>En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, et notamment celles précédemment définies au tableau ci-dessus, des mesures correctives doivent être apportées par l'exploitant afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; le préfet devra préalablement être informé des mesures correctives proposées</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 16 mai 2023, il a été constaté que des remarques relatives à l'entretien de mares étaient formulées depuis 2021 dans le rapport de suivi des amphibiens, mais qu'elles n'avaient pas été prises en compte.</p> <p>A cet égard, il a été constaté que deux mares sur trois ont fait l'objet de travaux en janvier 2024. Il a été indiqué qu'il n'avait pas pu être possible d'accéder à la troisième mare compte</p>

<p>tenu des conditions météorologiques.</p> <p>Concernant la mare E3a, le rapport de suivi d'avril 2024 de Bufo précise qu'elle n'est plus fonctionnelle et préconise la mesure suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> avant fin février 2024/si possible avant mars-avril 2024 : étanchéifier le fond de la mare avec de l'argile, réajuster les terrains pour favoriser un écoulement des eaux vers la mare. <p>À cet égard, le rapport n'ayant été restitué à l'exploitant que le 15 avril 2024, les travaux n'ont pas pu être mis en œuvre. En outre, la météo humide n'a pas été favorable pour réaliser ce type d'intervention.</p> <ul style="list-style-type: none"> Rebouchage de l'ornière avant mars-avril 2024 (p31) – cf cartes 5-6, ornière la + au nord- ouest (p23-25, BUFO 2023) et création d'un nouveau milieu à proximité « <i>un milieu de substitution sera crée à proximité au courant du printemps 2024.</i> ». <p>Il a été constaté au cours du contrôle que l'ornière a bien été rebouchée. Aucun milieu de substitution n'avait pu être aménagé à la date du contrôle. L'exploitant a indiqué qu'un réseau de mares est présent à proximité.</p> <p>Il ressort de ces éléments que les recommandations formulées par Bufo l'année précédente ont globalement été prises en compte, certains travaux restant à finaliser.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des démarches engagées par l'exploitant en réponse aux recommandations précisées dans le rapport de suivi du 25 avril 2023 et compte tenu des justifications avancées pour l'absence de réalisation des travaux au niveau de la dernière mare, il n'est pas proposé de sanctions administratives à ce stade.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de réaliser les travaux préconisés par l'organisme de suivi au niveau de la dernière mare à restaurer, complétés par ceux préconisés dans le rapport d'avril 2024 (mare E3a, milieu de substitution) entre septembre 2024 et mars 2025.</p> <p>Les justificatifs seront présentés à l'Inspection dès réalisation.</p> <p>Il sera considéré que l'exploitant aura remédié à la mise en demeure à réception de ces éléments.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Gestion des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 9</p>
<p>Thème(s) : Autre, Gestion des milieux aquatiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de sept mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :</p> <p>« 1/ Prendre des mesures pour empêcher la stagnation d'eau sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la banquette périphérique, - les plates-formes horizontales au pied des fronts, - les pistes, - (par ex. mise en place d'une pente et de fossés permettant le drainage des eaux vers les étangs de recueil des eaux pluviales de ruissellement) »
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 16 mai 2023, il a été constaté qu'une mare importante s'était développée sur une piste et qu'elle avait fait l'objet de pontes par des amphibiens.</p>

Celle-ci n'avait pas fait l'objet d'une signalisation adaptée.

Au cours du contrôle, il a été constaté que les ornières sont matérialisées par des piquets afin qu'elles soient évitées.

Il a été indiqué que les piquets matérialisant les ornières sont posés par Bufo uniquement. Or, l'Inspection note que l'organisme de suivi ne réalise que 5 passages au cours de la période de reproduction des amphibiens.

Au cours du contrôle, un secteur critique a été identifié. En effet, il a été constaté le développement d'une ornière importante, à proximité du concasseur, au niveau de l'accès vers la zone d'extraction des marnes située au nord. Quelques têtards y étaient présents. Un piquet a été installé sur la partie périphérique de l'ornière, où étaient présents les têtards, à proximité de la mare E3a. Toutefois, cette ornière n'est pas contournable pour l'accès vers la zone d'exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant l'ornière mentionnée dans le constat ci-dessus, il appartient à l'exploitant de prendre des dispositions adaptées (soit la niveler, soit favoriser un écoulement d'eau pour qu'il n'y ait pas de stagnation) en dehors de la période de reproduction des amphibiens pour prévenir toute stagnation d'eau dans cette zone stratégique pour l'exploitation de la carrière. Compte tenu des conditions particulièrement humides depuis plusieurs mois, des dispositions mises en œuvre par l'exploitant et du fait que la création d'ornières est inhérente à l'activité, il n'est pas proposé de sanctions administratives pour ce constat.

Il sera considéré que l'exploitant aura déféré à la mise en demeure après mise en œuvre de mesures adaptées pour cette ornière.

De manière générale, il appartient à l'exploitant d'identifier les secteurs stratégiques et de réaliser un traitement adapté hors période de reproduction des amphibiens.

L'exploitant est invité à réaliser une traçabilité des actions réalisées.

En outre, il est rappelé qu'il est de la responsabilité de l'exploitant d'assurer un balisage adapté lorsque cela est nécessaire entre les passages de l'organisme de suivi.

Une sensibilisation du personnel d'exploitation pourrait utilement être renouvelée en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Action corrective

Proposition de délai : 6 mois

N° 7 : Maintien de secteurs dédiés au Petit gravelot

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1

Thème(s) : Autre, Maintien de secteurs dédiés au Petit gravelot

Prescription contrôlée :

Suivi et Aménagements spécifiques favorables au Petit gravelot :

- [...];

- *maintien pendant toute l'exploitation et notamment en partie Sud de la carrière de secteurs minéraux aux abords d'étangs Sud et futur étang Sud-est*

Constats :

Il a été constaté qu'il n'existe aucun secteur favorable au niveau de l'étang sud, mais que des secteurs favorables sont présents au niveau des étangs nord et sud-est.

L'étang sud était déjà végétalisé et remis en état en 2018 et le plan de remise en état ne comporte pas de secteur minéral.

<p>L'Inspection n'a pas trouvé d'éléments quantitatifs (surface à maintenir, ...) et qualitatifs associés à cette prescription dans le dossier d'autorisation déposé en 2018.</p> <p>En outre, il a été indiqué que le secteur de l'étang sud-est allait être exploité prochainement à l'automne 2024.</p> <p>Enfin, à ce stade, si des milieux potentiellement favorables existent, il n'existe pas de mesures d'évitement des zones concernées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'assurer le maintien de surfaces favorables au Petit gravelot dans des proportions équivalentes à celles existantes en 2017/2018.</p> <p>Il convient à l'exploitant de communiquer des éléments relatifs aux surfaces à maintenir, sur la base de la situation observée en 2017/2018.</p> <p>Il précisera les dispositions qui seront mises en œuvre pour maintenir des secteurs favorables au Petit gravelot sur une surface équivalente, dans un délai d'un mois.</p> <p>Une modification de la prescription pourra être proposée ultérieurement sur la base de ces éléments.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Mise en œuvre d'un suivi écologique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mise en œuvre d'un suivi écologique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivre l'évolution de la composition floristique des milieux prairiaux face au Solidage du Canada</p> <p>Ce suivi prendra la forme de 2 visites par an (en mai et août) par un bureau spécialisé à compter de 2019</p> <p>Émission et remise d'un rapport de suivi annuel</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que le rapport de suivi écologique 2023 ne précise aucun élément relatif à la proportion de Solidage présente dans les milieux prairiaux.</p> <p>Un inventaire floristique a été réalisé en 2021.</p> <p>Toutefois, le dernier rapport de suivi écologique ne présente aucun élément objectif relatif à l'évolution de la composition floristique par rapport au Solidage.</p> <p>Le rapport de suivi 2023 préconise « <i>un suivi de l'évolution de la flore sur [les zones à Solidage] à raison d'un passage tous les 5 ans</i> ».</p> <p>À cet égard, il est rappelé qu'en l'état, la prescription prévoit un suivi annuel.</p> <p>L'Inspection considère que le suivi annuel doit au moins comporter des éléments qualitatifs et quantitatifs (proportion de Solidage présent) sur l'évolution des milieux prairiaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>